

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19352 - 75ÈME ANNÉE

Que vient faire le ministre de l'Education nationale
à La Réunion ? -2-

**Pas d'annonce en faveur d'une école
au service des Réunionnais**



L'orientation politique du système éducatif en place à La Réunion est-elle de lutter contre le chômage des jeunes Réunionnais à La Réunion ?

La première partie de la visite ministérielle d'hier a concerné une école maternelle de Saint-Denis. L'apprentissage de langues étrangères dès ce niveau de classe a été salué. Après une séquence au Port où aucune annonce concrète n'a été notée, Jean-Michel Blanquer a rencontré des syndicats qui ont préféré écouter la réunion en raison de l'intransigeance du ministre. Cerise sur le gâteau, ce dernier a assuré que « la langue de la République est le français ». Tout ceci souligne qu'il n'y a aucune volonté d'améliorer les chances de réussite des Réunionnais dans le système éducatif.

Comme souvent, une visite ministérielle comprend des séquences où sont montrées des expérimentations apparemment réussies, des visites d'établissement avec un personnel tiré à quatre épingles, et des annonces. Car dans le système actuel, beaucoup souhaitent encore que Paris réfléchisse à leur place et leur dicte la marche à suivre. Concernant l'expérimentation, le ministre a salué les efforts faits dans une école maternelle de Saint-Denis pour favoriser l'apprentissage des langues étrangères à ce niveau. Il reste néanmoins un écueil sérieux que le ministre a rappelé plus tard : « la langue de la République est le français ». Cela

signifie donc que pour le représentant de Paris, la langue naturelle d'expression à La Réunion est le français. Or ce n'est pas la réalité à La Réunion.

L'anglais langue d'enseignement en France ?

En effet, la langue maternelle de la plupart des Réunionnais est le créole, le français est donc pour eux une langue étrangère. Mais elle n'est pas enseignée en tant que tel dans le système éducatif en place à La Réunion. C'est comme si en France, la langue d'enseignement était l'anglais, et le français réduit à une option à partir du collège. Nul doute que dans ces conditions, il serait plus difficiles pour les jeunes français d'avoir les mêmes résultats scolaires. La seconde remarque concerne les langues qui sont proposées. Ce sont sans doute des langues européennes, c'est-à-dire de pays situés à des milliers de kilomètres de La Réunion. Il y a fort à parier que le malgache, le swahili ou les langues comoriennes ne sont pas proposées alors que ce sont les langues de nos voisins.

Sortir du rapport colonial

Comme l'exemple du calendrier scolaire, celui du remplacement de la langue maternelle par une langue étrangère dans le système éducatif a pour résultat de plus grandes difficultés d'apprentissage pour les Réunionnais. Sachant que dans le système français, le diplôme est un facteur important pour éviter le chômage, ce sésame est bien plus dur à décrocher pour les Réunionnais. Par conséquent, un tiers d'entre eux quitte l'école sans diplôme, ce qui ouvre la voie à une vie de précarité. Par la suite, Paris a beau jeu de dire que le recours à des cadres immigrés peut s'imposer à La Réunion faute de compétences locales, car la France ne donne pas aux Réunionnais les moyens de réussir un parcours scolaire à la hauteur de leur potentiel.

Devant un tel constat de faillite et pour mettre fin à ce gâchis, il est plus qu'urgent de transférer la responsabilité de l'éducation aux Réunionnais, dans le cadre d'un projet de développement durable et cohérent, base de la négociation d'un partenariat avec la France qui remplacera la relation néocoloniale actuelle.

M.M.

In kozman pou la rout

« La pasyans i géri la gal »

Mésyé, médam, la sosyété, bien sir zot konm moin, ni koné sa in provèrb kréol rényoné .I fé lontan ni antann sa é mi pans la pa fini pars sa sé in kozman ni yèm bien isi La Rényon. Mé kosa li vé dir pou vréman ? L i vé dir la pasyans i pé géri la gal ? Mi pans pa pars la gal sé in salté d'maladi d'po. In zour in moun la di amoin pou géri la gal la poin médikaman, alor ou i pran out mal an pasyans. Aspèr aou épi in zour la gal v'arété ! Si sak li di lé vré, sa i vé dir la pasyans sé in bon médikaman pars li ariv o bout la gal... avèk lo tan. Si na poin médikaman-si l'avé poin dann tan, lo tan la pa in médikaman é la gal i pass par èl mèm apré kéktan. Moin pèrsonèlman moin la konète kan moin lété jenn demoun téi pran lo bin sink kalité fèye pou sa. Rézilta ? Mi koné pa ozis ! Alor nout kozman, sé pou dir si ou néna in tablatir ou na ka pasyanté. Soi li pass, soi li pass pa é moin pèrsonèl, dann in ka konmsa, mi pans kosa moin la ? Sanm pou moin, i pans pa arien sof ké nnéna dé shoz i pass avèk lo tan épi d'ot non. Alé mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Conseil d'administration du Groupe de défense sanitaire cet après-midi

L'État et le Département vont-ils enfin mettre de l'ordre dans le GDS ?

La filière bovine est touchée par d'importants problèmes. Ils ont pour origine des causes sanitaires. A La Réunion, l'État et le Conseil départemental ont délégué dans ce domaine d'importantes compétences à une association, le GDS (Groupe de défense sanitaire). Sous les feux de la critique en raison des frasques de certains de ses dirigeants, il est clair que le GDS n'apparaît plus comme un outil efficace dans ses missions qui sont pourtant capitales. Le conseil d'administration de ce jour s'annonce donc mouvementé.

L'élevage fait souvent la « une » de l'actualité en ce moment. Ce sont particulièrement les éleveurs bovins qui font les frais de la crise. L'existence de maladies dans le cheptel remet en cause le travail d'éleveurs qui n'ont rien à se reprocher, mais qui doivent utiliser leur trésorerie pour entretenir des animaux de plus en plus difficile à vendre. Là aussi, les répercussions touchent toute la chaîne, du naisseur à l'engraisseur. Les consommateurs n'ont plus confiance, les blocages s'accumulent. Ceci amène à des actes de détresse, comme l'a rappelé le mois dernier une prise d'otage de fonctionnaires venus enquêter dans une exploitation agricole.

Dérives

La Réunion a pour particularité d'être doté d'un outil qui, sur le papier, pourrait jouer un rôle important aux côtés des éleveurs touchés. Il s'agit du Groupe de défense sanitaire (GDS). Cette association est subventionnée par l'État, le Conseil départemental et des éleveurs qui peuvent ainsi bénéficier de l'achat de produits subventionnés par les fonds publics. Le GDS assume donc des missions déléguées par l'État et le Conseil départemental dans le domaine sanitaire. Pour cela, il dispose d'un effectif de 40 personnes. C'est un des plus gros GDS de la République, alors que La Réunion n'est pas réputée comme étant une terre essentiellement d'élevage. Mais ce n'est pas l'efficacité du GDS dans ses missions qui fait plutôt la « une » de l'actualité, mais les frasques de certains des membres de sa direction. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est un voyage aux Etats-Unis payé par le GDS dont la durée, le lieu et les participants ne correspondaient guère à un déplacement professionnel lié à l'élevage. Manifestement, ces dérives n'ont pas cessé et des questions se posent sur l'utilité de l'achat d'un véhicule pour le GDS, qui va donc l'utiliser ?

Le fait que le GDS assume également une mission de commercialisation de produits pour le bétail entretient une certaine confusion des genres. N'y aurait-il pas là un risque de conflit d'intérêts ?

Tout comme il semble pour le moins étonnant que dans une structure de défense sanitaire, il soit nécessaire que des lanceurs d'alerte prennent le risque d'informer l'opinion.

Mission capitale

Ces quelques faits sont révélateurs d'un important désordre dans une association de 40 salariés ayant une mission capitale : la surveillance sanitaire de l'élevage à La Réunion. Cette crise de gouvernance intervient alors que les éleveurs ont plus que jamais besoin d'un outil efficace pour régler des problèmes urgents. Force est de constater à ce jour le silence de nombreuses institutions du monde agricole sur ce sujet. Un seul syndicat a dénoncé le scandale, il s'agit de la CGPER.

Autant dire que le conseil d'administration d'aujourd'hui verra sans doute un débat intéressant se développer. L'État et le conseil départemental prendront-ils enfin leurs responsabilités ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

I fo o minimom ou i konpran lo kréol rényoné, épi lo Fransé épi néna in sèrtin partaz lé dé kiltir

Mi pans zot la antann sé zour isi, in polémik dsi la késtyon d'ansèrv nout lang kréol rényoné dann bann rényonn travaye dann réktora. Arzout avèk sa kan l'aprè diskite la plas nout lang kréol rényonèz dann l'ansègnman.

Pou ète pli klèr avèk bann léktèr nout zournal Témoignages m'a dir azot kosa mi souète moin pèrsonèl, donk kosa Justin i souète. Justin i souète lo bilinguism partou dann nout sosyété. Bilinguism i vé dir, i fo done lo Fransé épi lo kréol rényoné in plas parèye dann nout sosyété kisoï dann l'ansègnman, kisoï dann la kiltir, kisoï dann l'administrasyon, kisoï dann la politik, bann syans imène, bann syans la natir....

Pou ète klèr ni pé dmann anou si Justin i pans sa lé posib, késtyon, répons. Justin i pans sa lé bien posib zordi é nout lang kréol rényonèz i doi pa an avoir in konplèks d'inféryèr par raport lo Fransé. Sanm pou moin, si zordi néna katrovin pou san d'moun i gingn koz dann la lang kréol rényonèz pou rakont zistoir an kréol, shant an kréol, zoué an kréol, diskite an kréol, filozof an kréol, lé pa nésèsèr fé lo kok moulèr kan li bour son tête sou la zèl son l'advèrsèr. Nou lé kapab fé tousala zordi déza !

Si nou lé pa ankor paré san pour san, fo done lo moyin pou nou ète paré késtyon finans, késtyon espésyalis, késtyon la boratoir, in gran léfor pou nout lang kréol rényonè lé pliské nésèsèr sansa tras in kroi dsi lo bilinguism é la mèm pi bézoin anparlé. Pars san moyin anparl de sa, sé

koz la boush rouvèr é konm nout bann kouzin morisien i di sé pou anpèsh la boush pi... In poin sé tou.

Astèr kosa i ariv si i koz kréol dann in rényonn travaye ? Sak i fodré pa sé koz pou pa di arien é mèm pou di la kouyonis, é souvan défoi lé konmsa an Fransé. Si l'administrasyon lété intélizant demoun noré fini pa konète - la pa la lang ou i ansèrv i fé fèr aou diskour intélizan. Sé pars ou i koné ète intélizan ké ou i pé di dé shoz intélizan dann n'inport ékèl lang. Si lé bien di, lé ankor plus méyèr !

An pliské sa, arète souf dann nout zorèye la lang la républik sé la lang Franséz. Mèm si lé vré, sa i fé pa avans lo smilblik. Kan ou lé anparmi in group travaye ou i koz an Fransé é ou i koz an kréol mé i fo toulmoun i konpran lé dé lang. Médam, méyé, la sosyété, si ou i vé diskite dsi l'ansèrvman la lang kréol dann lékol i fo minimom ou i konpran lang-la konm ou i konpran Fransé. E ou i partaz la kiltir kréol rényonèz épi la kiltir Franséz. Si ou i konpran pa l'inn konm l'ot, dann in kad biling, ou lé osi itil dann travaye de group la k'in morso d'boi dann in basin krokodil ou sansa ou i vien la arienk ramas out moné.

Justin